

Art. 5. Par dérogation à l'arrêté ministériel du 12 février 2021 fixant les droits d'entrée aux collections permanentes de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique ainsi que les tarifs des activités annexes, les montant des droits d'entrée aux collections permanentes dans l'annexe A sont fixés à 0 euros.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 21 juillet 2023 et cesse d'être en vigueur le 23 juillet 2023, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 22 juillet 2023 et cesse d'être en vigueur le 23 juillet 2023.

Bruxelles, le 14 juillet 2023.

T. DERMINE

Art. 5. In afwijking van het ministerieel besluit van 12 februari 2021 tot vaststelling van de prijzen voor toegang tot de vaste collecties van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen alsook de tarieven van de bijbehorende activiteiten, worden de bedragen van de toegangsprijzen voor de vaste collectie in bijlage A op 0 euro vastgesteld.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 juli 2023 en treedt buiten werking op 23 juli 2023, met uitzondering van het artikel 2 dat uitwerking heeft met ingang van 22 juli 2023 en buiten werking treedt op 23 juli 2023.

Brussel, 14 juli 2023.

T. DERMINE

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/203571]

27 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 25, 27 et 31 du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, l'article 20;

Vu la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de participations et d'investissement et aux sociétés régionales d'investissement;

Vu le décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées, les articles 4, § 2, 6, § 1^{er} et 2, 25, 26, 27 et 31;

Vu le Code wallon du Développement territorial - Partie réglementaire;

Vu le Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports;

Vu le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons;

Vu le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Vu le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative;

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Vu le décret du 5 décembre 2008 portant création de la société anonyme de droit public "Le Circuit de Spa-Francorchamps";

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Vu le décret du 10 octobre 2013 visant à promouvoir la prise en compte des personnes en situation de handicap dans le cadre d'un contrat de gestion ou de leurs obligations d'information;

Vu le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques;

Vu le décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1984 approuvant les statuts de la Société Régionale d'Investissement de Wallonie;

- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 1995 approuvant les modifications des statuts de la SA SRIW;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997 instituant le groupe d'experts relatif au marché de services WIN;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 relatif aux incompatibilités de la fonction d'administrateur de la Société régionale d'investissement de Wallonie;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 relatif aux incompatibilités de la fonction d'administrateur de la Société wallonne de gestion et de participations (SOGEPA);
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé "SOWALFIN";
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes Entreprises;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 12 février 2004 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 2 décembre 2004 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 février 2005 portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de gestion et de participations, en abrégé " SOGEPA ";
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 19 mai 2005 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie, en abrégé " S.R.I.W. ";
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2008 réglant le transfert des droits immobiliers, des meubles, et des droits et obligations au Commissariat général au Tourisme en exécution du Titre II du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 12 mars 2009 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie, en abrégé "S.R.I.W.";
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de gestion et de participations, en abrégé "SOGEPA";
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2010 portant approbation de modifications des statuts de la SRIW SA;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2013 portant approbation de la modification des statuts de la SA SOGEPA;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 février 2015 portant approbation de la modification des statuts de la SA SOGEPA;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2017 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de financement et de garantie des P.M.E. (en abrégé SOWALFIN);
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 portant approbation de modifications aux statuts de la Société de gestion et de participation (en abrégé " SOGEPA ");
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 portant approbation sur la mise en conformité des statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie, en abrégé S.R.I.W.;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2021 portant exécution du décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;
- Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 décembre 2022;
- Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2022;

Vu le rapport du 30 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 19 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives*

Section 1^{re}. — Modifications du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets

Article 1^{er}. À l'article 39decies, alinéa 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, inséré par le décret du 17 juillet 2018, le 2° est abrogé.

Art. 2. À l'article 39duodécies du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2018, le mot « SOGEPA » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 2. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997 instituant le groupe d'experts relatif au marché de services WIN

Art. 3. À l'article 2, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997 instituant le groupe d'experts relatif au marché de services WIN, le mot « S.R.I.W. » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 3. — Modifications du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports

Art. 4. À l'article 15 du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « S.R.I.W. » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;

2° à l'alinéa 3, le mot « S.R.I.W. » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 4. — Modifications du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons

Art. 5. À l'article 1^{er}, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) au quinzième tiret les mots " Société wallonne de gestion et de participations " sont remplacés par les mots « la société Espace Financement ainsi que Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) " pour ce qui concerne l'exécution des missions qui leur sont déléguées par le Gouvernement wallon ayant pour objet les interventions dans des entreprises en retournement »;

b) le mot « SOWALFIN » est à chaque fois remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 5. — Modification du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution

Art. 6. À l'article 2, § 2, douzième tiret, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, modifié en dernier lieu par le décret du 21 octobre 2021, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 6. — Modification du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public

Art. 7. À l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3°, les mots " société, visée à l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;

b) les 46°, 47° et 48° sont abrogés.

Section 7. — Modification du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public

Art. 8. À l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, modifié en dernier lieu le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2° les mots " société, visée à l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées » sont remplacés par les mots " Wallonie Entreprendre »;

b) les 32°, 33° et 42° sont abrogés.

Section 8. — Modifications du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information

Art. 9. À l'article 4, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les 2^o, 5^o et 6^o sont abrogés;
- b) le paragraphe est complété par un 10^o rédigé comme suit :
" 10^o Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 9. — Modifications du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises

Art. 10. À l'article 9 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, 2^o, les mots « Société régionale d'investissement de Wallonie, ses filiales spécialisées ou une société spécialisée au sens du chapitre V de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'investissement et aux sociétés régionales d'investissement, modifié par le décret du 6 mai 1999 » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE), ses filiales spécialisées ou une société spécialisée au sens de l'article 24 du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées »;

b) au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « Société régionale d'investissement de Wallonie » sont remplacés par les mots " Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 10. — Modification du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau -

Art. 11. À l'article D331, § 1^{er}, du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les mots « S.R.I.W. » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 11. — Modifications du décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative

Art. 12. À l'article 3 du décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé SOWALFIN, » sont remplacés par les mots « Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

- le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

- les mots « telles que définies à l'article 4 du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la SOWALFIN » sont abrogés;

2^o au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;

b) à l'alinéa 2, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 12. — Modification du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon

Art. 13. À l'article 59 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon, les mots « la S.R.I.W. » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 13. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2008 réglant le transfert des droits immobiliers, des meubles, et des droits et obligations au Commissariat général au Tourisme en exécution du Titre II du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme

Art. 14. À l'article 3, quatrième tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2008 réglant le transfert des droits immobiliers, des meubles, et des droits et obligations au Commissariat général au Tourisme en exécution du Titre II du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, le mot « SOGÉPA » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 14. — Modifications du décret du 5 décembre 2008 portant création de la société anonyme de droit public "Le Circuit de Spa-Francorchamps"

Art. 15. À l'article 6, alinéa 3, du décret du 5 décembre 2008 portant création de la société anonyme de droit public "Le Circuit de Spa-Francorchamps", modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, les mots « SA SOGÉPA » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 16. À l'article 7 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, le mot « SOGÉPA » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 15. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement

Art. 17. À l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement, les mots « décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé : "SOWALFIN" » sont remplacés par les mots « décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées ».

Section 16. — Modifications du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes

Art. 18. À l'annexe du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, remplacée par le décret du 15 juillet 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° la ligne « 219919487 - Société Régionale d'Investissement de Wallonie - Type 3 » est abrogée;
- 2° la ligne « 426887397 - SOCIETE WALLONNE DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS - Type 3 » est abrogée;
- 3° la ligne « 227842904 - SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES - type 3 » est abrogée;
- 4° l'annexe est complétée par une nouvelle ligne rédigée comme suit :
« 0793.630.244 -Wallonie Entreprendre (WE)- Type 3 ».

Section 17. — Modifications du décret du 10 octobre 2013 visant à promouvoir la prise en compte des personnes en situation de handicap dans le cadre d'un contrat de gestion ou de leurs obligations d'information

Art. 19. À l'article 3, § 2, du décret du 10 octobre 2013 visant à promouvoir la prise en compte des personnes en situation de handicap dans le cadre d'un contrat de gestion ou de leurs obligations d'information, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les numéros 2, 5 et 6 sont abrogés;
- 2° le paragraphe est complété par un 10° rédigé comme suit :
« 10° Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 18. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce

Art. 20. . À l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, le 2° est abrogé.

Art. 21. À l'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
- 2° au paragraphe 2, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots Wallonie Entreprendre (WE) »;
- 3° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
 - au 3°, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
 - b) au paragraphe 3, alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - au 1°, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
 - au 3°, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
- 4° au paragraphe 4, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 22. À l'article 3 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « SOWALFIN » est chaque fois remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
- 2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
 - b) à l'alinéa 2, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
- 3° au paragraphe 3, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 23. À l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 24. À l'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
 - b) à l'alinéa 2, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
- 2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
 - b) à l'alinéa 2, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 25. À l'article 5/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 26. À l'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
- 2° à l'alinéa 2, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;
- 3° à l'alinéa 3, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 27. À l'article 6/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) s ».

Art. 28. À l'article 9/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;

2° à l'alinéa 2, le mot « SOWALFIN » est chaque fois remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 29. À l'article 6, alinéa 3, de l'annexe 1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, le mot « SOWALFIN » est chaque fois remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 30. À l'annexe 2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, premier tiret, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) »;

2° à l'alinéa 4, troisième tiret, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Art. 31. À l'annexe 3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2021, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 19. — Modification du Code wallon du Développement territorial - Partie réglementaire

Art. 32. À l'article R.IV.22-1 du Code wallon du Développement territorial, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019, le 13° est remplacé par ce qui suit :

« 13° Wallonie Entreprendre (WE) et ses filiales spécialisées ».

Section 20. — Modification du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques

Art. 33. À l'article 2, § 1^{er}, du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, le d) est remplacé par ce qui suit :

« d) Wallonie Entreprendre (WE) ».

Section 21. — Modifications de l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Art. 34. À l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4°, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Société wallonne d'Acquisition et de Cession d'entreprises (SOWACCESS) »;

b) le 6° est abrogé.

Art. 35. À l'article 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « (SOWALFIN) » est abrogé.

Art. 36. À l'article 13, § 2, alinéa 2, du même arrêté, le mot « SOWALFIN » est remplacé par les mots « Société wallonne d'acquisition et de cession d'entreprises (SOWACCESS) ».

Section 22. — Modification du décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique

Art. 37. À l'article 31 du décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique, les mots « les 3 outils régionaux que sont la SOWALFIN, la SRIW et la SOGEPA, chacune pour les dossiers qu'elle introduit » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'Acquisitions et de Cessions d'entreprises (SOWACCESS) ».

Section 23. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2021 portant exécution du décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique

Art. 38. À l'article 7, § 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2021 portant exécution du décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « la SOWALFIN, de la SRIW ou de la SOGEPA » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

2° à l'alinéa 2, les mots « la SOWALFIN, la SRIW ou la SOGEPA » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) ».

Art. 39. À l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « les outils régionaux prévus à l'article 31 du décret » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

2° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « la SOWALFIN, de la SRIW ou de la SOGEPA » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

b) à l'alinéa 2, les mots « la SOWALFIN, la SRIW ou la SOGEPa » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) ».

Art. 40. À l'article 21, alinéa 4, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, les mots « d'un des 3 outils régionaux » sont remplacés par les mots « de Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

2° dans la deuxième phrase, les mots « l'outil régional compétent » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) ».

Art. 41. À l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « d'un des trois outils régionaux que sont la SOWALFIN, la SRIW et la SOGEPa » sont remplacés par les mots « de Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

2° à l'alinéa 2, les mots « Les outils sont chargés » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) sont chargés »;

3° à l'alinéa 3, les mots « l'outil régional » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

4° à l'alinéa 4, les mots « l'un des 3 outils régionaux » sont remplacés par les mots « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) »;

5° à l'alinéa 5, les mots « Sowalfin, la SRIW et la SOGEPa sont désignées comme responsables » sont remplacés par « Wallonie Entreprendre (WE) et la Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises (SOWACCESS) » sont désignées comme responsables ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 42. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1984 approuvant les statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 1995 approuvant les modifications des statuts de la SA SRIW;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 relatif aux incompatibilités de la fonction d'administrateur de la Société régionale d'investissement de Wallonie;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 relatif aux incompatibilités de la fonction d'administrateur de la Société wallonne de gestion et de participations (SOGEPa);

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé "SOWALFIN";

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes Entreprises;

8° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;

9° l'arrêté du Gouvernement wallon 12 février 2004 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;

10° l'arrêté du Gouvernement wallon 2 décembre 2004 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie;

11° l'arrêté du Gouvernement wallon 17 février 2005 portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de gestion et de participations, en abrégé "SOGEPa";

12° l'arrêté du Gouvernement wallon 19 mai 2005 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie, en abrégé "S.R.I.W.";

13° l'arrêté du Gouvernement wallon 12 mars 2009 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie, en abrégé "S.R.I.W.";

14° l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de gestion et de participations, en abrégé "SOGEPa";

15° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2010 portant approbation de modifications des statuts de la SRIW SA;

16° l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2013 portant approbation de la modification des statuts de la SA SOGEPa;

17° l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 février 2015 portant approbation de la modification des statuts de la SA SOGEPa;

18° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2017 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;

19° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie;

20° l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 portant approbation de modifications aux statuts de la Société wallonne de financement et de garantie des P.M.E. (en abrégé SOWALFIN);

21° l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 portant approbation de modifications aux statuts de la Société de gestion et de participation (en abrégé "SOGEPa");

22° l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 portant approbation sur la mise en conformité des statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie, en abrégé S.R.I.W.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 43. Les articles 25, 26 et 27 du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées produisent leurs effets au 9 janvier 2023.

Art. 44. Le présent arrêté produit ses effets au 9 janvier 2023.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 2 entre en vigueur lors du prochain renouvellement du conseil d'administration de la SPAQuE.

Art. 45. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 avril 2023.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/203571]

27. APRIL 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel 25, 27 und 31 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980, in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften, Artikel 4 Paragraf 2, Artikel 6 Paragraf 1 und 2, Artikel 25, 26, 27 und 31;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung - Verordnungsrechtlicher Teil;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

Aufgrund des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, deren Aufgaben die in Artikeln 127 und 128 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten betreffen;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

Aufgrund des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung;

Aufgrund des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Dezember 2008 zur Gründung der öffentlich-rechtlichen Aktiengesellschaft "Le Circuit de Spa-Francorchamps";

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Oktober 2013 zur Förderung der Berücksichtigung von Menschen mit Behinderungen im Rahmen eines Verwaltungsvertrags oder der Auskunftspflichten zu ihren Gunsten;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete;

Aufgrund des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1984 zur Genehmigung der Satzungen der "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (S.R.I.W.) (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 1995 zur Genehmigung der Änderungen der Satzungen der S.R.I.W. AG;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 1997 zur Einsetzung einer Gruppe von Sachverständigen bezüglich des WIN-Dienstleistungsauftrags;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 über die Unvereinbarkeiten des Amtes von Verwalter der "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 über die Unvereinbarkeiten des Amtes von Verwalter der "Société wallonne de Gestion et de Participations" (SOGEPA) (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2001 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt "SOWALFIN";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003 zur Genehmigung von an den Satzungen der "Société wallonne de Financement et de Garantie des petites et moyennes Entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe) vorgenommenen Abänderungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2004 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2005 zur Genehmigung von Änderungen an den Satzungen der "Société wallonne de Gestion et de Participations" (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft), abgekürzt SOGEPA;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 zur Genehmigung der Abänderungen an den Satzungen der "Société régionale d'investissement de Wallonie", abgekürzt "S.R.I.W.", (Wallonische Investitionsgesellschaft für die Wallonie);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2008 zur Regelung der Übertragung von Rechten an unbeweglichen Gütern, von beweglichen Gütern, von Rechten und Pflichten an das Generalkommissariat für Tourismus in Anwendung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Organisation des Tourismus;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie"), abgekürzt "S.R.I.W.";;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 zur Genehmigung von Änderungen an den Satzungen der "Société wallonne de Gestion et de Participations" (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft), abgekürzt "SOGEPA";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2010 zur Genehmigung von Abänderungen der Satzungen der "SRIW SA";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2013 zur Genehmigung der Abänderung der Satzungen der "SA SOGEPA";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 2015 zur Billigung der Satzungsänderung der "SA SOGEPA";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2017 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2018 zur Genehmigung der Abänderungen an den Satzungen der Wallonischen Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe ("Société wallonne de financement et de garantie des P.M.E."), abgekürzt: SOWALFIN);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2018 zur Genehmigung der Abänderungen an den Satzungen der Wallonischen Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft ("Société de Gestion et de Participations de la Région", abgekürzt: SOGEPA);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 2021 zur Genehmigung der Anpassung der Satzungen der Société régionale d'investissement de Wallonie", abgekürzt S.R.I.W. (Wallonische Investitionsgesellschaft für die Wallonie);;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2021 zur Ausführung des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund der am 8. Dezember 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 30. November 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 19. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1. — *Abändernde Bestimmungen*

Abschnitt 1. — Abänderungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle

Artikel 1. In Artikel 39*decies* Absatz 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird Ziffer 2 aufgehoben.

Art. 2. In Artikel 39*duodecies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird das Wort "SOGEPA" durch die Wortfolge "Wallonie Entreprendre (WE)" ersetzt.

Abschnitt 2. — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 1997 zur Einsetzung einer Gruppe von Sachverständigen bezüglich des WIN-Dienstleistungsauftrags

Art. 3. In Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 1997 zur Einsetzung einer Gruppe von Sachverständigen bezüglich des WIN-Dienstleistungsauftrags wird die Wortfolge "der 'Société régionale d'Investissement de Wallonie'" durch die Wortfolge "von 'Wallonie Entreprendre (WE)'" ersetzt.

Abschnitt 3. — Abänderungen des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen

Art. 4. Artikel 15 des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "die 'Société régionale d'Investissements' (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie)" durch die Wortfolge "Wallonie Entreprendre (WE)" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge "der 'Société régionale d'Investissements'" durch die Wortfolge "Wallonie Entreprendre (WE)" ersetzt;

Abschnitt 4. — Abänderungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses

Art. 5. In Artikel 1 Paragraph 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, werden unter Absatz 1 folgende Abänderungen vorgenommen:

a) im fünfzehnten Gedankenstrich wird die Wortfolge "'Société wallonne de gestion et de participations' (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft)" durch die Wortfolge "'Société Espace Financement' sowie 'Wallonie Entreprendre (WE)'" und die "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises - SOWACCESS" (Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen), soweit es um die Ausführung der ihnen von der Wallonischen Regierung übertragenen Aufgaben geht, die Interventionen in Turnaround-Unternehmen zum Gegenstand haben" ersetzt;

b) die Wortfolge "die SOWALFIN" wird jeweils durch die Wortfolge "Wallonie Entreprendre (WE)" ersetzt.

Abschnitt 5. — Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, deren Aufgaben die in Artikeln 127 und 128 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten betreffen

Art. 6. Im zwölften Gedankenstrich von Artikel 2 Paragraph 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, deren Aufgaben die in Artikeln 127 und 128 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten betreffen, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Oktober 2021 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entreprendre (WE)" ersetzt.

Abschnitt 6. — Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters

Art. 7. Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 3 wird die Wortfolge "die in Artikel 1 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften genannte Gesellschaft" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

b) die Ziffern 46, 47 und 48 werden aufgehoben.

Abschnitt 7. — Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses

Art. 8. Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 2 wird die Wortfolge "die in Artikel 1 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften genannte Gesellschaft" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs" ersetzt;

b) die Ziffern 32, 33 und 42 werden aufgehoben.

Abschnitt 8. — Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten

Art. 9. Artikel 4 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffern 2, 5 und 6 werden aufgehoben;

b) der Paragraph wird durch eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Abschnitt 9. — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe

Art. 10. Artikel 9 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe wird wie folgt abgeändert:

a) in Paragraph 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge "die "Société régionale d'investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie), ihre spezialisierten Tochtergesellschaften oder eine spezialisierte Gesellschaft im Sinne von Kapitel V des durch das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften" ersetzt durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE), ihre spezialisierten Tochtergesellschaften oder eine spezialisierte Gesellschaft im Sinne von Artikel 24 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften";

b) in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "der "Société régionale d'investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie)" ersetzt durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Abschnitt 10. — Abänderung des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 11. In Artikel D331 § 1 des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird die Wortfolge "die "Société régionale d'investissements de Wallonie" (S.R.I.W. — Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie)" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Abschnitt 11. — Abänderungen des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung

Art. 12. Artikel 3 des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiefirma der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt Sowalfin" durch die Wortfolge "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerb und -veräußerungen) SOWACCESS" ersetzt;

b) Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

- das Wort "SOWALFIN" wird durch die Wortfolge "Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerb und -veräußerungen (SOWACCESS) ersetzt;

- die Wortfolge "wie in Artikel 4 des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der Sowalfin bestimmten" wird aufgehoben;

2° Paragraph 2 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge "Die Sowalfin" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "die Sowalfin" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Abschnitt 12. — Abänderung des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

Art. 13. In Artikel 59 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft wird die Wortfolge "der S.R.I.W." durch die Wortfolge "von Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Abschnitt 13. — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2008 zur Regelung der Übertragung von Rechten an unbeweglichen Gütern, von beweglichen Gütern, von Rechten und Pflichten an das Generalkommissariat für Tourismus in Anwendung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Organisation des Tourismus

Art. 14. Im vierten Gedankenstrich von Artikel 3 der französischen Fassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2008 zur Regelung der Übertragung von Rechten an unbeweglichen Gütern, von beweglichen Gütern, von Rechten und Pflichten an das Generalkommissariat für Tourismus in Anwendung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Organisation des Tourismus wird die Wortfolge "la SOGEPA" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Abschnitt 14. — Abänderungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 zur Gründung der öffentlich-rechtlichen Aktiengesellschaft "Le Circuit de Spa-Francorchamps"

Art. 15. In Artikel 6 Absatz des Dekrets vom 5. Dezember 2008 zur Gründung der öffentlich-rechtlichen Aktiengesellschaft "Le Circuit de Spa-Francorchamps", zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird die Wortfolge "Die SA SOGEPA" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 16. In Artikel 7 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird die Wortfolge "der SOGEPA" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Abschnitt 15. — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen

Art. 17. In Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen, wird die Wortfolge "Dekret vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt: "SOWALFIN"" durch die Wortfolge "Dekret vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften" ersetzt.

Abschnitt 16. — Abänderungen des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung

Art. 18. Der Anhang des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, ersetzt durch das Dekret vom 15. Juli 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° die Zeile "219919487 - Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société Régionale d'Investissement de Wallonie") - Typ 3" wird gestrichen;

2° die Zeile "426887397 - SOCIETE WALLONNE DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS - Typ 3" wird gestrichen;

3° die Zeile "227842904 - "SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES" - Typ 3" wird gestrichen;

4° der Anhang wird um eine neue Zeile mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"0793.630.244 - Wallonie Entrepreneurs (WE) - Typ 3".

Abschnitt 17. - Abänderungen des Dekrets vom 10. Oktober 2013 zur Förderung der Berücksichtigung von Menschen mit Behinderungen im Rahmen eines Verwaltungsvertrags oder der Auskunftspflichten zu ihren Gunsten

Art. 19. Artikel 3 § 2 der französischen Fassung des Dekrets vom 10. Oktober 2013 zur Förderung der Berücksichtigung von Menschen mit Behinderungen im Rahmen eines Verwaltungsvertrags oder der Auskunftspflichten zu ihren Gunsten wird wie folgt abgeändert:

1° die Ziffern 2, 5 und 6 werden aufgehoben;

2° der Paragraph wird um eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Abschnitt 18. — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen)

Art. 20. In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen), zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird Ziffer 2 aufgehoben.

Art. 21. Artikel 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "Die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "der SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

3° Paragraph 3 wird wie folgt abgeändert:

a) Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

- die Wortfolge "der SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

- In Ziffer 3 wird die Wortfolge "der SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

b) Paragraf 3 Absatz 3 wird wie folgt abgeändert:

- in Ziffer 1 wird die Wortfolge "der SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

- in Ziffer 3 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

4° in Paragraf 4 wird die Wortfolge "Die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 22. Artikel 3 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "der SOWALFIN" jeweils durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

2° Paragraf 2 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge "Die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "der SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

3° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 23. In Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 24. Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

2° Paragraf 3 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt und die Wortfolge "wobei sie die Referenz dieser Registrierung sowie das Ereignis, das nach Paragraf 2 zur Kündigung geführt hat, angibt" durch die Wortfolge "unter Angabe der Referenz dieser Registrierung sowie des Ereignisses, das nach Paragraf 2 zur Kündigung geführt hat";

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "der SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 25. In Artikel 5/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird die Wortfolge "Die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 26. Artikel 6 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

1° in Absatz 3 wird die Wortfolge "der SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 27. In Artikel 6/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird die Wortfolge "Die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 28. Artikel 9/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" bzw. "der SOWALFIN" jeweils durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 29. In Artikel 6 Absatz 3 von Anhang 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird die Wortfolge "die SOWALFIN" bzw. "der SOWALFIN" jeweils durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 30. In Anhang 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im ersten Gedankenstrich von Absatz 1 wird die Wortfolge "SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

2° im dritten Gedankenstrich von Absatz 4 wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Art. 31. In Artikel 3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2021, wird die Wortfolge "die SOWALFIN" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE)" ersetzt.

Abschnitt 19. — Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung - Verordnungsrechtlicher Teil

Art. 32. In Artikel R.IV.22-1 des Wallonischen Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019, wird Ziffer 13 durch Folgendes ersetzt:

"13° Wallonie Entrepreneurs (WE) und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften".

Abschnitt 20 - Abänderungen des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete

Art. 33. In Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete wird Buchstabe d) durch folgendes ersetzt:

“d) Wallonie Entrepreneurs (WE)”.

Abschnitt 21. — Abänderungen des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Art. 34. Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 4 wird die Wortfolge “der SOWALFIN” durch die Wortfolge “der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt;

b) Ziffer 6 wird aufgehoben.

Art. 35. In Artikel 8 Absatz 1 desselben Erlasses wird “(SOWALFIN)” aufgehoben.

Art. 36. In Artikel 13 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge “der SOWALFIN” durch die Wortfolge “der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt.

Abschnitt 22. — Abänderung des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden

Art. 37. In Artikel 31 des wird die Wortfolge “durch die drei regionalen Instrumente SOWALFIN, SRIW und SOGEPA sichergestellt, die jeweils für die von ihnen eingeführten Akten gelten” durch die Wortfolge “durch Wallonie Entrepreneurs (WE) und die Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS) sichergestellt”.

Abschnitt 23. — Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2021 zur Ausführung des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden

Art. 38. Artikel 7 § 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2021 zur Ausführung des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “der Sowalfin, der SRIW oder der SOGEPA” durch die Wortfolge “Wallonie Entrepreneurs (WE) und der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge “der Sowalfin, SRIW oder SOGEPA” durch die Wortfolge “Wallonie Entrepreneurs (WE) und der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt.

Art. 39. Artikel 9 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge “regionale Instrumente nach Artikel 31 des Dekrets” durch die Wortfolge “Wallonie Entrepreneurs (WE) und die Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt;

2° Paragraph 4 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge “der Sowalfin, der SRIW oder der SOGEPA” durch die Wortfolge “Wallonie Entrepreneurs (WE) und der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge “der Sowalfin, SRIW oder SOGEPA” durch die Wortfolge “Wallonie Entrepreneurs (WE) und der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt.

Art. 40. In Artikel 21 Absatz 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz wird die Wortfolge “einem der 3 regionalen Instrumente” durch die Wortfolge “Wallonie Entrepreneurs (WE) und der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt;

2° im zweiten Satz wird die Wortfolge “dem zuständigen regionalen Instrument” durch die Wortfolge “Wallonie Entrepreneurs (WE) und der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt.

Art. 41. Artikel 22 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “bei einem der drei regionalen Instrumente, nämlich Sowalfin, SRIW und SOGEPA” durch die Wortfolge bei “Wallonie Entrepreneurs (WE) und der Wallonischen Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge “Die Instrumente dienen dazu” durch die Wortfolge “Wallonie Entrepreneurs (WE) und die Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS) werden beauftragt” ersetzt;

3° in Absatz 3 Absatz 2 wird die Wortfolge “teilt das regionale Instrument” durch die Wortfolge “teilen Wallonie Entrepreneurs (WE) und die Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)” ersetzt;

4° in Absatz 4 wird die Wortfolge "eines der drei regionalen Instrumente" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE) und die Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)" ersetzt;

5° in Absatz 5 wird die Wortfolge "Sowalfin, SRIW und SOGEPA" durch die Wortfolge "Wallonie Entrepreneurs (WE) und die Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen (SOWACCESS)" ersetzt.

KAPITEL 2. — *Aufhebende Bestimmungen*

Art. 42. Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1984 zur Genehmigung der Satzungen der "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (S.R.I.W.) (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie);

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 1995 zur Genehmigung der Änderungen der Satzungen der S.R.I.W. AG;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 über die Unvereinbarkeiten des Amtes von Verwalter der "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie);

4° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 über die Unvereinbarkeiten des Amtes von Verwalter der "Société wallonne de Gestion et de Participations" (SOGEPA) (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft);

5° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. März 2001 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

6° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt "SOWALFIN";

7° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003 zur Genehmigung von an den Satzungen der "Société wallonne de Financement et de Garantie des petites et moyennes Entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe);

8° der Erlass der Wallonischen Regierung der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

9° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2004 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

10° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

11° der Erlass vom 17. Februar 2005 zur Genehmigung von Änderungen an den Satzungen der "Société wallonne de Gestion et de Participations" (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft), abgekürzt SOGEPA;

12° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 zur Genehmigung der Abänderungen an den Satzungen der "Société régionale d'investissement de Wallonie", abgekürzt S.R.I.W., (Wallonische Investitionsgesellschaft für die Wallonie);

13° l'arrêté du Gouvernement wallon 12 mars 2009 portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'investissement de Wallonie, en abrégé "S.R.I.W.";

14° der Erlass vom 12. Februar 2009 zur Genehmigung von Änderungen an den Satzungen der "Société wallonne de Gestion et de Participations" (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft), abgekürzt "SOGEPA";

15° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2010 zur Genehmigung von Abänderungen der Satzungen der "SRIW SA";

16° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2013 zur Genehmigung der Abänderung der Satzungen der "SA SOGEPA";

17° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 2015 zur Billigung der Satzungsänderung der "SA SOGEPA";

18° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2017 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

19° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Regionalen Investitionsgesellschaft für die Wallonie ("Société régionale d'investissement de Wallonie");

20° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2018 zur Genehmigung der Abänderungen an den Satzungen der Wallonischen Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe ("Société wallonne de financement et de garantie des P.M.E.", abgekürzt: SOWALFIN);

21° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2018 zur Genehmigung der Abänderungen an den Satzungen der Wallonischen Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft ("Société de Gestion et de Participations de la Région", abgekürzt: SOGEPA);

22° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2021 zur Genehmigung der Anpassung der Satzungen der Société régionale d'investissement de Wallonie", abgekürzt S.R.I.W. (Wallonische Investitionsgesellschaft für die Wallonie).

KAPITEL 3. — *Schlussbestimmungen*

Art. 43. Die Artikel 25, 26 und 27 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften werden am 9. Januar 2023 wirksam.

Art. 44. Der vorliegende Erlass wird am 9. Januar 2019 wirksam.

In Abweichung von Absatz 1 wird Artikel 2 bei der nächsten Erneuerung des Verwaltungsrats der öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität SPAQuE wirksam.

Art. 45. Der Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. April 2023

Für die Regierung,
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/203571]

27 APRIL 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 25, 27 en 31 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen;

Gelet op het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, 6, § § 1 en 2, 25, 26, 27 en 31;

Gelet op het Waalse wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling - Reglementair deel;

Gelet op Boek 2 van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taken en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut waarvan de opdrachten de in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden aangaan;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen;

Gelet op het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië;<0

Gelet op het decreet van 5 december 2008 houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Le Circuit de Spa-Francorchamps";

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden;

Gelet op het decreet van 10 oktober 2013 tot bevordering van het in overweging nemen van personen met een handicap in het kader van een beheerscontract of van hun informatieverplichtingen;

Gelet op het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken;

Gelet op het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1984 tot goedkeuring van de statuten van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 1995 houdende goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van de n.v. SRIW.;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 1997 tot oprichting van een groep deskundigen in het kader van de overheidsopdracht voor aanneming van WIN-diensten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999 betreffende de onverenigbaarheden van de functie van beheerder bij de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999 betreffende de onverenigbaarheden van de functie van beheerder bij de " Société wallonne de Gestion et de Participations " (SOGEPA);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de " Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises " (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), in het kort "SOWALFIN";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société wallonne de Financement et de Garantie des petites et moyennes Entreprises " (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2004 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2005 tot goedkeuring van de wijzigingen in het statuut van de " Société wallonne de Gestion et de Participations " (Waalse beheers- en participatiemaatschappij), afgekort : " SOGEPA ";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), afgekort : " S.R.I.W. ";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2008 tot regeling van de overdracht van de onroerende rechten, de roerende goederen en de rechten en verplichtingen aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme ter uitvoering van Titel II van het decreet van 27 mei 2004 tot organisatie van het toerisme;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), afgekort : " S.R.I.W. ";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " SRIW SA ";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2013 tot goedkeuring van de wijziging in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 februari 2015 tot goedkeuring van de wijziging in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016 tot uitvoering van het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening « Coup de Pouce »;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2017 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société wallonne de financement et de garantie des PME " (Waalse maatschappij voor de financiering en vrijwaring van kmo's), afgekort "SOWALFIN";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2021 houdende goedkeuring van het in overeenstemming brengen van de statuten van de " Société régionale d'investissement de Wallonie " (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), afgekort S.R.I.W.;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2021 tot uitvoering van het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 december 2022;

Gelet op het verslag van 30 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 2014 april 1995 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 19 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingen in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen

Artikel 1. n artikel 39decies, eerste lid, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt punt 2^o opgeheven.

Art. 2. In artikel 39duodécies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden "de "SOGÉPA" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneur (WE)".

Afdeling 2. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 1997 tot oprichting van een groep deskundigen in het kader van de overheidsopdracht voor aanneming van WIN-diensten

Art. 3. In artikel 2, eerste lid, 4^o, van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 1997 tot oprichting van een groep deskundigen in het kader van de overheidsopdracht voor aanneming van WIN-diensten worden de woorden "de Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneur (WE)".

Afdeling 3. — Wijzigingen in het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer

Art. 4. In artikel 15 van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid worden de woorden "de Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneur (WE)";

2^o in het derde lid worden de woorden "de Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneur (WE)".

Afdeling 4. — Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut

Art. 5. In artikel 1, § 2, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het vijftiende streepje worden de woorden "Société wallonne de gestion et de participations" (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij) vervangen door de woorden "de maatschappij "Espace Financement" alsook "Wallonie Entrepreneur (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS) wat betreft de uitvoering van de opdrachten die hun door de Waalse Regering zijn gedelegeerd en die betrekking hebben op interventies in ondernemingen in turnaround";

b) de woorden "de SOWALFIN" worden telkens vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneur (WE)".

Afdeling 5. — Wijziging in het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut waarvan de opdrachten de in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden aangaan

Art. 6. In artikel 2, § 2, twaalfde streepje, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut waarvan de opdrachten de in artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden aangaan, worden de woorden "de SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneur (WE)".

Afdeling 6. — Wijziging in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder

Art. 7. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 3° worden de woorden "Maatschappij bedoeld in artikel 1 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

b) de punten 46°, 47° en 48° worden opgeheven.

Afdeling 7. — Wijziging in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut

Art. 8. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "Maatschappij bedoeld in artikel 1 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

b) de punten 32°, 33° en 42° worden opgeheven.

Afdeling 8. — Wijzigingen in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking

Art. 9. In artikel 4, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de punten 2°, 5° en 6° worden opgeheven;

b) de paragraaf wordt aangevuld met een als volgt luidend 10°:

"10° "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Afdeling 9. — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen

Art. 10. In artikel 9 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, 2°, worden de woorden "de " Société régionale d'Investissement de Wallonie " (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), zijn gespecialiseerde dochtermaatschappijen of een gespecialiseerde vennootschap in de zin van hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 betreffende de federale investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999" vervangen door de woorden "'Wallonie, Entrepreneurs, (WE)", haar gespecialiseerde dochtermaatschappijen of een gespecialiseerde vennootschap in de zin van artikel 24 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen";

b) in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "de " Société régionale d'Investissement de Wallonie "" vervangen door de woorden " "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Afdeling 10. — Wijziging in Boek 2 van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt

Art. 11. In artikel D331, § 1, van Boek 2 van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden "de "S.R.I.W. — Société régionale d'investissement de Wallonie" (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij)" vervangen door de woorden " "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Afdeling 11. — Wijzigingen in het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging

Art. 12. In artikel 3 van het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "'Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), in het kort "SOWALFIN" vervangen door de woorden "'Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)";

b) in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- het woord "SOWALFIN" wordt vervangen door de woorden "'Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)";

- de woorden "zoals bepaald in artikel 4 van het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises"" worden opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "de SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

b) in het tweede lid worden de woorden "de SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

*Afdeling 12. — Wijziging in het programmadecreet van 23 februari 2006
betreffende de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië*

Art. 13. In artikel 59 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië worden de woorden "de "S.R.I.W. " (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië)" vervangen door de woorden ""Wallonie Entrepreneurs (WE)"".

Afdeling 13.- Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2008 tot regeling van de overdracht van de onroerende rechten, de roerende goederen en de rechten en verplichtingen aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme ter uitvoering van Titel II van het decreet van 27 mei 2004 tot organisatie van het toerisme

Art. 14. In artikel 3, vierde streepje, van het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2008 tot regeling van de overdracht van de onroerende rechten, de roerende goederen en de rechten en verplichtingen aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme ter uitvoering van Titel II van het decreet van 27 mei 2004 tot organisatie van het toerisme wordt het woord "SOGEPA" vervangen door de woorden ""Wallonie Entrepreneurs (WE)"".

*Afdeling 14. — Wijzigingen in het decreet van 5 december 2008 houdende oprichting
van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Le Circuit de Spa-Francorchamps"*

Art. 15. In artikel 6, derde lid, van het decreet van 5 december 2008 houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Le Circuit de Spa-Francorchamps", laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de woorden "De SA SOGEPA" vervangen door de woorden ""Wallonie Entrepreneurs (WE)"".

Art. 16. In de Franse versie van artikel 7 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 juli 2016, worden de woorden "la "SOGEPA" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Afdeling 15. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven

Art. 17. In artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven worden de woorden "het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises", afgekort : "SOWALFIN"" vervangen door de woorden "het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen".

*Afdeling 16. — Wijzigingen in het decreet van 15 december 2011
houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden*

Art. 18. In de bijlage bij het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden, vervangen bij het decreet van 15 juli 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de lijn "219919487 - Société Régionale d'Investissement de Wallonie (Waalse gewestelijke investeringsmaatschappij) - Type 3" wordt opgeheven;

2° de lijn "426887397 - SOCIETE WALLONNE DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS - Type 3" wordt opgeheven;

3° de lijn "227842904 - SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES - Type 3" wordt opgeheven;

4° de bijlage wordt aangevuld met een nieuwe lijn, luidend als volgt:

" 0793.630.244 -Wallonie Entrepreneurs (WE)- Type 3".

Afdeling 17. — Wijzigingen in het decreet van 10 oktober 2013 tot bevordering van het in overweging nemen van personen met een handicap in het kader van een beheerscontract of van hun informatieverplichtingen

Art. 19. In artikel 3, § 2, van het decreet van 10 oktober 2013 tot bevordering van het in overweging nemen van personen met een handicap in het kader van een beheerscontract of van hun informatieverplichtingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de punten 2, 5 en 6 worden opgeheven;

2° de paragraaf wordt aangevuld met een als volgt luidend 10°:

"10° Wallonie Entrepreneurs (WE)".

*Afdeling 18.- Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 22 september 2016
tot uitvoering van het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening « Coup de Pouce »*

Art. 20. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016 tot uitvoering van het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening "Coup de Pouce", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, wordt punt 2° opgeheven.

Art. 21. In artikel 2 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

2° in paragraaf 2 wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

3° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- het woord "SOWALFIN" wordt vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

- in 3° wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

b) in paragraaf 3, derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in 1° wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

- in 3° wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

4° in paragraaf 4 wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 22. In artikel 3 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "SOWALFIN" telkens vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

b) in het tweede lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

3° in paragraaf 3 wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 23. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 24. In artikel 5 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

b) in het tweede lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

2° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

b) in het tweede lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 25. In artikel 5/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 26. In artikel 6 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

2° in het tweede lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

3° in het derde lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

Art. 27. In artikel 6/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 28. In artikel 9/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

2° in het tweede lid wordt het woord "SOWALFIN" telkens vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 29. In artikel 6, derde lid, van bijlage 1 bij hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, wordt het woord "SOWALFIN" telkens vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 30. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste streepje, wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)";

2° in het vierde lid, derde streepje, wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Art. 31. In bijlage 3 bij hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2021 februari , wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Afdeling 19.- Wijziging in het Waalse wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling - Reglementair deel

Art. 32. In artikel R.IV.22-1 van het Waalse wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019, wordt 13° vervangen als volgt:

"13° "Wallonie Entrepreneurs (WE)" en haar gespecialiseerde dochtermaatschappijen".

Afdeling 20.- Wijziging in het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken

Art. 33. In artikel 2, § 1, van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken, wordt d) vervangen als volgt:

"d) "Wallonie Entrepreneurs (WE)".

Afdeling 21. — Wijzigingen in het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

Art. 34. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 4° wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS);

b) punt 6° wordt opgeheven.

Art. 35. In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt "(SOWALFIN)" opgeheven.

Art. 36. In artikel 13, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "SOWALFIN" vervangen door de woorden "de Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)".

Afdeling 22. — Wijziging in het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend

Art. 37. In artikel 31 van het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend, worden de woorden "de 3 regionale instrumenten SOWALFIN, SRIW en SOGEPa, elk voor de dossiers die zij invoeren" vervangen door de woorden "Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)".

Afdeling 23. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2021 tot uitvoering van het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend

Art. 38. In artikel 7, § 7, van het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2021 tot uitvoering van het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Sowalfin, SRIW of SOGEPa" vervangen door de woorden "'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)";

2° in het tweede lid worden de woorden "Sowalfin, SRIW of SOGEPa" vervangen door de woorden "'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)".

Art. 39. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "de gewestelijke instrumenten als bedoeld in artikel 31 van het decreet" vervangen door de woorden "'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)";

2° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "Sowalfin, SRIW of SOGEPa" vervangen door de woorden "'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)";

b) in het tweede lid worden de woorden "Sowalfin, SRIW of SOGEPa" vervangen door de woorden "'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)".

Art. 40. In artikel 21, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden "van één van deze drie gewestelijke instrumenten" vervangen door de woorden "van 'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)";

2° in de tweede zin worden de woorden "het bevoegde gewestelijk instrument" vervangen door de woorden "'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)".

Art. 41. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "bij één van de drie gewestelijke instrumenten, namelijk Sowalfin, SRIW en SOGEPa" vervangen door de woorden "bij 'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS)";

2° in het tweede lid worden de woorden "De instrumenten worden ermee belast" vervangen door de woorden "'Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS) worden ermee belast";

3° in het derde lid worden de woorden "het gewestelijk instrument" vervangen door de woorden ""Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS);

4° in het vierde lid worden de woorden "één van de 3 gewestelijke instrumenten" vervangen door de woorden ""Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS);

5° in het vijfde lid worden de woorden "Sowalfin, SRIW en SOGEPA aangewezen als verantwoordelijken" vervangen door de woorden "Wallonie Entreprendre (WE)" en de "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen) (SOWACCESS) aangewezen als verantwoordelijken".

HOOFDSTUK 2. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 42. Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1984 tot goedkeuring van de statuten van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië;

2° het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 1995 houdende goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van de n.v. SRIW.;

3° het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999 betreffende de onverenigbaarheden van de functie van beheerder bij de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

4° het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999 betreffende de onverenigbaarheden van de functie van beheerder bij de "Société wallonne de Gestion et de Participations" (SOGEPA);

5° het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

6° het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), in het kort "SOWALFIN";

7° het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société wallonne de Financement et de Garantie des petites et moyennes Entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen);

8° het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

9° het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2004 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

10° het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

11° het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2005 tot goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

12° het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), afgekort : "S.R.I.W. ";

13° het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), afgekort : "S.R.I.W. ";

14° het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

15° het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "SRIW SA";

16° het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2013 tot goedkeuring van de wijziging in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

17° het besluit van de Waalse Regering van 5 februari 2015 tot goedkeuring van de wijziging in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

18° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2017 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

19° het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

20° het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société wallonne de financement et de garantie des PME" (Waalse maatschappij voor de financiering en vrijwaring van kmo's), afgekort "SOWALFIN".

21° het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Waalse Beheers- en Participatiemaatschappij), afgekort "SOGEPA";

22° het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2021 houdende goedkeuring van het in overeenstemming brengen van de statuten van de "Société régionale d'investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), afgekort S.R.I.W.;

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 43. De artikelen 25, 26 en 27 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen hebben uitwerking op 9 januari 2023.

Art. 44. Dit besluit heeft uitwerking op 9 januari 2023.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 2 in werking bij de eerstvolgende vernieuwing van de raad van bestuur van SPAQuE.

Art. 45. De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 2023.

Voor de Regering,
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42741]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/1173 de la Commission du 31 mai 2022 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle dans la politique agricole commune ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D.249, alinéa 1^{er}, D.250, D.251 et D. 263, § 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, les articles 2, § 2, 3, § 1^{er}, alinéa 3, 6, 7, 13, § 2, alinéa 4, 14, § 2, alinéas 2 et 3, 3 et 4, 16, § 2, alinéa 2, 21, alinéa 2, 23, alinéa 2, 24, alinéa 2, 25, alinéa 3, 27, § 2, 30, alinéa 2, 44, § 2, alinéas 1^{er} et 2, 45, alinéa 2, 47, § 1^{er}, alinéa 2, 54, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 56, § 2, 59, 60, § 3, 67, § 2, 68, § 2, alinéa 1^{er}, 69, alinéas 3 et 4, et 70, alinéas 2, et 3 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE 1. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables ;

2^o arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

3^o CESS : le certificat d'enseignement secondaire supérieur ;

4^o Comité d'installation : le Comité d'installation créé par l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

5^o CQ6 : le certificat de qualification professionnelle délivré à la fin de la sixième année de l'enseignement secondaire ;